Cour Pénale Internationale



International Criminal Court

Original : anglais N° : ICC-01/04-01/06
Date : 9 juillet 2009

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE I

Composée comme suit : M. le juge Adrian Fulford, juge président Mme la juge Elizabeth Odio Benito M. le juge René Blattmann

SITUATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AFFAIRE LE PROCUREUR c. THOMAS LUBANGA DYILO

Public

Ordonnance portant communication d'une version publique expurgée de la décision relative à la requête déposée par les victimes a/0225/06, a/0229/06 et a/0270/07 afin d'exposer leurs vues et préoccupations en personne et de témoigner au procès

Décision/ordonnance/jugement/arrêt à notifier, conformément à la norme 31 du Règlement de la Cour, aux destinataires suivants :

Le Bureau du ProcureurLe Conseil de la DéfenseM. Luis Moreno-OcampoMe Catherine MabilleMme Fatou BensoudaMe Jean-Marie Biju-Duval

Les représentants légaux des victimes

M^e Luc Walleyn

Me Franck Mulenda

Me Carine Bapita Buyangandu

Me Joseph Keta Orwinyo

Me Jean Louis Gilissen

Me Jean Chrysostome Mulamba

Nsokoloni

Me Paul Kabongo Tshibangu

Me Hervé Diakiese

Les représentants légaux des demandeurs

Les victimes non représentées

Les demandeurs non représentés (participation/réparations)

Le Bureau du conseil public pour les

victimes

Mme Paolina Massidda

Le Bureau du conseil public pour la

Défense

Les représentants des États L'amicus curiae

GREFFE

Le Greffier La Section d'appui à la Défense

Mme Silvana Arbia

L'Unité d'aide aux victimes et aux La Section de la détention

témoins

M. Simo Vaatainen

La Section de la participation des

victimes et des réparations

Mme Fiona McKay

Autres

1. Le 26 juin 2009, la Chambre a rendu une décision confidentielle relative à la requête déposée par les victimes a/0225/06, a/0229/06 et a/0270/07 afin d'exposer leurs vues et préoccupations en personne et de témoigner au procès (« la Décision »). Par cette décision, elle a) ajournait l'examen des requêtes déposées au nom des victimes a/0225/06, a/0229/06 et a/0270/07 afin d'exposer leurs vues et préoccupations en personne; b) faisait droit à la demande de témoigner des victimes a/0225/06, a/0229/06 et a/0270/07; c) demandait aux trois victimes de déposer le 10 août 2009 au plus tard, de manière confidentielle et avec l'assistance de l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins, leurs propositions définitives concernant la levée de leur anonymat vis-à-vis des parties et participants; et d) demandait que soient déposés à titre confidentiel, le 10 août 2009 au plus tard, les déclarations de témoins ou d'autres résumés détaillés des éléments de preuve qui seront présentés par chaque victime, ainsi que leurs formulaires de demande (complets ou expurgés)¹.

2. Au cours de l'audience tenue le 26 juin 2009, la Chambre a ordonné ce qui suit :

[TRADUCTION] [U]ne décision écrite a été rendue par la Chambre aujourd'hui à propos des victimes 225/06, 229/06 et 270/07. Les représentants légaux de ces victimes devront consulter la Section de la participation des victimes et des réparations de sorte que, conjointement, ils puissent proposer des mesures d'expurgation afin qu'une version publique de cette décision soit rendue par la Chambre le plus tôt possible. Nous leur avons laissé une semaine pour présenter de telles propositions, ce délai expirant le vendredi 3 juillet à 16 heures, et les propositions peuvent être envoyées par courrier électronique au conseiller juridique de la section [...]².

3. Le 2 juillet 2009, en consultation avec les représentants légaux des victimes a/0225/06, a/0229/06 et a/0270/07, la Section de la participation des victimes et

-

¹ Decision on the request by victims a/0225/06, a/0229/06 and a/0270/07 to express their views and concerns in person and to present evidence during the trial, 26 juin 2009, ICC-01/04-01/06-2002-Conf.

² ICC-01/04-01/06-T-200-CONF-ENG, p. 57, lignes 17 à 25.

des réparations du Greffe a proposé au conseiller juridique de la Section de première instance, par courrier électronique, une version expurgée de la Décision. Le 3 juillet 2009, des mesures d'expurgation supplémentaires ont été demandées au conseiller juridique par courrier électronique³. Après examen de ces propositions conjointes, la Chambre est convaincue de la nécessité d'appliquer ces mesures d'expurgation pour assurer la protection des victimes concernées.

4. La Chambre rend par la présente une version publique expurgée de la Décision.

Fait en anglais et en français, la version anglaise faisant foi.

/signé/
M. le juge Adrian Fulford

/signé/ /signé/
Mme la juge Elizabeth Odio Benito M. le juge René Blattmann

Fait le 9 juillet 2009

À La Haye (Pays-Bas)

N° ICC-01/04-01/06 4/4 9 juillet 2009

³ Échange de courriers électroniques entre la Section de la participation des victimes et des réparations et la Chambre de première instance, les 2 et 3 juillet 2009, par l'intermédiaire du conseiller juridique de la Section de première instance.